

Elles et les combats d'aujourd'hui

5

FRANCE

Aminata Soumaoro, la semeuse de grève de Château-d'Eau

Originnaire de Guinée-Conakry, Aminata était la plus jeune des dix-huit coiffeurs et manucures du 57, boulevard de Strasbourg, à Paris, qui ont « grévé » pendant dix mois pour la paie et les papiers. Depuis la victoire en avril, elle commence à esquisser son avenir en France.



AMINATA, LA DÉTERMINÉE, VEUT FAIRE SA VIE ICI ET RESTER DANS LA COIFFURE. PHOTO FRANÇINE BALANDE

C'était fin mai, au congrès de la Ligue des droits de l'homme, au Mans. À la tribune, Aminata Soumaoro, 20 ans, raconte avec Fatou Doumbia les dix mois de grève qu'elles ont vécus au 57, boulevard de Strasbourg, à Paris: « Merci aux syndicats qui nous ont soutenus, qui nous ont donné le courage, lance la jeune travailleuse sans papiers. Je suis prête à me déplacer partout pour expliquer ce que j'ai vécu! » Ambassadrice de la lutte: la fonction n'est pas usurpée. Au salon Dallas Afro Beauté, en cette fin mai 2014, où tout a commencé, Aminata est la plus jeune des dix-huit salariées, originaires de divers pays d'Afrique et de Chine, qui travaillent depuis six mois à la coiffure et à la manucure. À 19 ans et avec l'énergie de la colère face à ce patron « qui profite » d'eux, c'est elle qui va donner la première impulsion au mouvement, qui de la simple revendication pour être payés va s'élargir à la lutte pour la régularisation. Puis, à la remise en cause de tout le « système » du quartier Château-d'Eau, spécialisé dans la beauté africaine et basé sur la surexploitation des sans-papiers.

ORIGNAIRES DE CINQ PAYS DIFFÉRENTS D'AFRIQUE ET DE CHINE, LES GRÉVISTES DU « 57 » SONT TOUTS ARRIVÉS EN FRANCE FIN 2013-DÉBUT 2014.

« On en avait marre de travailler comme des robots sans être payés, se souvient Aminata. Ma mère était malade, j'ai demandé au patron de me dépanner, il m'a dit "c'est pas possible". Un vendredi, j'ai arrêté de travailler, mais les autres continuaient, donc ça ne servait à rien. On a discuté, tout le monde avait le même problème. Le lundi, tout le monde s'est arrêté. Les Chinois ont appelé la CGT. On a commencé à occuper le salon. » Les dix-huit grévistes étaient loin d'imaginer qu'ils s'embarqueraient pour de longs mois

« On en avait marre de travailler comme des robots »

Dans ce salon, le travail n'est pas déclaré et payé à la tâche selon un partage du chiffre d'affaires à 60/40 en faveur du patron. Mais en six mois d'activité, celui-ci n'a versé que « des moiettes de 50 ou 100 euros ». « On en avait marre de travailler comme des robots sans être payés, se souvient Aminata. Ma mère était malade, j'ai demandé au patron de me dépanner, il m'a dit "c'est pas possible". Un vendredi, j'ai arrêté de travailler, mais les autres continuaient, donc ça ne servait à rien. On a discuté, tout le monde avait le même problème. Le lundi, tout le monde s'est arrêté. Les Chinois ont appelé la CGT. On a commencé à occuper le salon. » Les dix-huit grévistes étaient loin d'imaginer qu'ils s'embarqueraient pour de longs mois

d'occupation, avec le soutien actif et permanent de militants de la CGT et du Front de gauche, d'élus municipaux communistes et socialistes, des médias, de cinéastes, et une flopée de rebondissements: la fausse capitulation du patron qui fournit des contrats et des fiches de paie, la liquidation de la société, la rancune de la lutte avec la plainte de la CGT pour « traite d'êtres humains », les menaces sur les grévistes... Et, au bout du tunnel, la « victoire » sous forme de récépissés valant autorisations de travail, délivrés en mars et avril derniers pour les quatorze grévistes sans papiers, dont Aminata. Un acquis fragile, puisqu'il s'agit de documents valables quatre mois, renouvelables une fois. Mais un sésame pour décrocher un emploi déclaré, qui permettra à son tour d'obtenir un titre de séjour d'un an.

« C'est vraiment une victoire, aujourd'hui j'ai un boulot grâce à ça, c'est déjà pas mal », estime Aminata. En juin, elle a trouvé un CDD de deux mois chez une coiffeuse en loirtraine banlieue est de Paris. « Il y a des horaires, des règles. La patronne est africaine, mais elle est stricte dans les règles, ça fait bizarre », précise la jeune salariée, comme si elle peinait à croire à un autre système que celui de Château-d'Eau. Elle « prie Dieu » pour que cette patronne la reprenne à la rentrée. Avec une maturité qui colle mal à ses bientôt 21 ans, elle explique qu'en venant en France elle ne pensait pas qu'elle traverserait tous ces moments

LE CONFLIT DU « 57 » CONTINUE AUX PRUD'HOMMES ET AU PÉNAL

Parmi les grévistes du « 57 », la plupart ont trouvé un emploi en CDI, quelques-uns Poulain, de l'union départementale GGT, qui a suivi le conflit.

Contrats de travail qui leur permettront peut-être d'accéder à une carte de séjour d'un an, si les conditions ne sont pas durcies d'ici là par la loi en cours d'adoption sur le droit des étrangers. Ils ont saisi

les prud'hommes sur le paiement des salaires et le travail dissimulé. La plainte de la CGT et le procès-verbal de l'inspection du travail devaient déboucher sur une audience au pénal, espère la syndicaliste.

difficiles. « Alors tout ce qui m'arrive, je le prends comme ça. »

Du pourquoï, du comment de son périple depuis la Guinée-Conakry, elle ne veut pas parler: sujet douloureux. Elle dira seulement que sa mère, diabétique, est en Côte d'Ivoire, et s'est inquiétée en suivant le conflit à la télé, tout en la soutenant. Et que sa sœur, mère de deux enfants, est en Guinée. « Elle voudrait venir en France, mais elle n'a qu'à profiter de ses deux enfants », tranche-t-elle. Partie juste avant le baccalauréat, Aminata arrive en France en septembre 2012. Elle croit poursuivre ses études, rêve de devenir agent aéroportuaire, « comme j'étais déjà majeure, ça n'a pas été possible ». Prise en charge par les services

sociaux, elle dépose une demande d'asile, est trimballée d'un logement d'urgence à un autre: foyer dans le 14^e arrondissement, hôtel dans le 20^e, dans l'Essonne, retour dans le 11^e, puis le 12^e. Grâce à l'emploi qu'elle a décroché après la grève, une association vient de lui attribuer, enfin, un chez-soi: un studio sous les toits d'un immeuble chic du 16^e arrondissement. « Vous voyez le seuil rouge là-haut à la fenêtre, c'est là. Douze mètres carrés, ça me va. » Et maintenant? Elle veut faire sa vie ici. Elle va rester dans la coiffure, quitte à changer de métier dans quelques années. En attendant, elle est encore dans le conflit: « Notre lutte n'est pas finie. Il faut qu'on soit payé. » Avec le soutien de la CGT, les dix-huit salariées vont saisir les prud'hommes pour réclamer la part des salaires non payés. Aminata attend aussi les suites de la plainte pour « traite d'êtres humains ». On perçoit chez elle une pointe de déception: « On n'a pas grévé que pour nous, mais pour que ça change dans le quartier. Mais rien n'a changé, alors que si la France voulait, elle pourrait changer Château-d'Eau en un clin d'œil, elle aurait les moyens. Il faudrait appuyer sur les patrons, dire "soit vous régularisez, soit ça ferme". Mais c'est bloqué, ça bouge pas. » ●

FANNY DOUMAROU